



Cahiers balkaniques

44 | 2016

Grèce-Roumanie II : histoires mêlées et regards
croisés au XX^e siècle

« Peuples des Balkans, fédérez-vous ! » : projets pour une résolution pacifique de la question d'Orient au tournant du xx^e siècle

*'People of Balkans Federate Yourselves' Projects for a Peaceful Settlement of the
Eastern Question at the Turning of the 20th Century*

*'Λαοί των Βαλκανίων ενωθείτε σε ομοσπονδία!' σχέδια για ειρηνική διευθέτηση
του Ανατολικού Ζητήματος στις αρχές του 20^{ου} αιώνα*

Nicolas Pitsos



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ceb/9812>

DOI : 10.4000/ceb.9812

ISBN : 978-2-85831-240-5

ISSN : 2261-4184

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

ISBN : 978-2-85831-239-9

ISSN : 0290-7402

Référence électronique

Nicolas Pitsos, « « Peuples des Balkans, fédérez-vous ! » : projets pour une résolution pacifique de la question d'Orient au tournant du xx^e siècle », *Cahiers balkaniques* [En ligne], 44 | 2016, mis en ligne le 20 décembre 2017, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ceb/9812> ; DOI : 10.4000/ceb.9812

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.



Cahiers balkaniques est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

« Peuples des Balkans, fédérez-vous ! » : projets pour une résolution pacifique de la question d'Orient au tournant du XX^e siècle

'People of Balkans Federate Yourselves!' Projects for a Peaceful Settlement of the Eastern Question at the Turning of the 20th Century

'Λαοί των Βαλκανίων ενωθείτε σε ομοσπονδία!' σχέδια για ειρηνική διευθέτηση του Ανατολικού Ζητήματος στις αρχές του 20^{ου} αιώνα

Nicolas Pitsos

- 1 Comment quelqu'un peut-il avoir eu l'idée de venir à Paris prêcher la paix universelle, au moment où l'on ne parlait que de la guerre des Balkans et de la course aux armements en Europe ? Mystère ! Toujours est-il que, le soir du 21 février 1913, un homme âgé à la barbe neigeuse s'est adressé, s'exprimant en persan, à un public réuni dans la salle de l'Union Chrétienne des Jeunes Gens, rue Trévis. Invité par l'Alliance spiritualiste, cet orateur n'était autre qu'Abdoul Baha Abbas, fils du fondateur et chef de la religion bahaïste¹. Le sermon qu'il prononça, préconisait l'alliance des peuples et l'union de tous les êtres humains. Il fut écouté religieusement, et nul applaudissement n'interrompit sa voix. Aussi bien, Abdoul Baha Abbas prêchait-il devant un public acquis à ses idées. « Nous devons avouer », souligne l'annonce du *Journal*, « dans l'intérêt de la vérité, que celui-ci n'était pas très nombreux² ».
- 2 Malgré l'affluence restreinte à cette réunion, la résolution pacifique de la guerre qui s'était déclenchée en automne 1912³, menaçant la paix européenne et dévastant la péninsule des Balkans, rencontrait un écho plus largement favorable au sein de la société française de l'époque. Ces réactions contrastaient avec la conception fataliste à l'égard de l'état de la paix dans les Balkans. La majorité des Français contemporains de ce conflit

étaient par ailleurs familiarisés avec l'idée d'une inflammabilité inhérente à cette région, comme l'exprime de manière éloquentes Guy de Cassagnac dans son journal *l'Autorité* :

Les Balkans sont en feu ! (...) si l'on interrogeait un simple citoyen sur cette grave question et si on lui demandait : Que pensez-vous des Balkans ? À coup sûr, il répondrait : ce doit être une matière des plus inflammables (...) Peut-être est-ce une marque de briquets nouveaux ? On prétend que ces Balkans s'allument si facilement
4 !

- 3 L'objectif de cet article est de nuancer cet aphorisme omniprésent tout au long du XIX^e siècle dans la presse ou la correspondance diplomatique, mais aussi par la suite dans une certaine tradition historiographique⁵. Il s'agit, d'un côté, de revisiter cette représentation dominante des Balkans et des Balkaniques comme fatalement belliqueux et voués inéluctablement à des passions chauvines, en présentant un tableau panoramique et synthétique d'une approche pacifiste des relations interbalkaniques au tournant du XX^e siècle. D'un autre côté, il convient de repérer les acteurs et les projets liés à un règlement pacifique des conflits et des différends liés à la question d'Orient dans sa dimension balkanique à la veille et pendant la Grande Guerre. Consultants les actes des congrès pour la paix dans le cadre desquels la situation et l'avenir des Balkans ont été débattus, les mémoires des protagonistes d'une politique alternative dans les Balkans, et les manifestes publiés dans la presse, il s'agit de reconstituer le paysage des initiatives entreprises en vue d'une solution pacifique des enjeux de la question d'Orient.

La question d'Orient dans sa dimension balkanique

- 4 La, ou plus précisément, les questions d'Orient⁶ renvoient à une série de confrontations diplomatiques ou militaires pour l'hégémonie politique, économique ou culturelle, dans des régions désignées sous le terme générique d'« Orientales » par des experts scientifiques ou politiques des grandes puissances européennes. Dans sa dimension ottomane, la question d'Orient est synonyme d'antagonismes, se manifestant à trois échelles et opposant trois catégories d'acteurs : en premier lieu, les grandes puissances européennes à l'Empire ottoman⁷ ; ensuite, les États issus de l'Empire ottoman entre eux⁸ ou contre l'Empire ottoman⁹ ou les grandes puissances¹⁰ ; enfin, des communautés linguistiques et confessionnelles à l'intérieur de l'Empire ottoman ou au sein des États héritiers de cet empire. L'objectif de ces antagonismes fut toujours la suprématie politique, économique et culturelle sur les territoires gouvernés par les sultans jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, notamment au Caucase, au Moyen-Orient, en Méditerranée et dans les Balkans¹¹. C'est d'ailleurs dans cette péninsule, invention géopolitique des savants et érudits allemands et français du XIX^e siècle¹², que cette séquence des relations internationales voit le jour avant de monopoliser pendant longtemps l'intérêt diplomatique, à tel point que la question d'Orient se réduit parfois à son seul aspect balkanique.
- 5 Depuis la conquête de l'Afrique du Nord jusqu'au partage du Moyen-Orient et de la Méditerranée orientale en sphères d'influence après la Grande Guerre, des projets expansionnistes alternent avec des mouvements nationalistes préparés et organisés par des élites socioculturelles à l'intérieur de l'Empire ottoman et soutenus ou orchestrés par des puissances européennes à l'extérieur de celui-ci.
- 6 Dans un empire où le sujet-individu était conçu en termes d'appartenance confessionnelle et où la vie sociale était organisée et structurée autour de la notion de millet, c'est-à-dire

la délégation de pouvoirs de la part de l'autorité centrale aux représentants des différentes communautés religieuses officiellement reconnues par les sultans, l'avènement de la notion de Nation allait à la fois constituer un dilemme et être à l'origine de divers mouvements insurrectionnels aboutissant à la création d'États-nations¹³. La mythologie nationale de chaque construction étatique¹⁴ s'édifia autour du triptyque continuité historique de la Nation, antériorité de sa présence sur les territoires revendiqués et supériorité culturelle face à ses concurrents. Parallèlement, des campagnes de propagande adressées à l'extérieur ont essayé de convaincre du bien-fondé de ces arguments et projets irrédentistes, tandis que des campagnes d'intimidation à l'intérieur des territoires convoités, ont visé à convaincre les populations locales de leur appartenance à tel ou tel autre État-nation, à coup de politiques d'assimilation forcée, de discrimination ou d'expulsions.

- 7 Entre la fin du XIX^e siècle et celle de la Grande Guerre, la question d'Orient dans sa dimension balkanique, est déclinée en plusieurs composantes et se déclenche à plusieurs reprises : question crétoise, question macédonienne donnant lieu à une révolte en 1903 et à deux guerres en 1912 et en 1913, annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Empire austro-hongrois en 1908, question albanaise, opérations militaires sur le front de l'Orient.
- 8 À côté d'une approche nationaliste-expansionniste-militariste de ces situations conflictuelles, il y a eu aussi des voix qui se sont prononcées pour leur règlement pacifiste. Ces engagements se sont surtout manifestés et ont acquis tout leur sens dans le cadre des tensions diplomatiques et des confrontations militaires des années juste avant et pendant la Grande Guerre.

Les pacifistes-fédéralistes des Balkans contre les guerres balkaniques

- 9 Dans cette perspective, ce sont surtout les socialistes dans les Balkans et dans le reste du continent européen qui se sont opposés au déclenchement de la Première Guerre balkanique. Cette guerre fut déclarée par les quatre royaumes balkaniques (bulgare, grec, monténégrin et serbe) contre l'Empire ottoman, avec comme prétexte le manque de réformes dans les possessions européennes de l'Empire. Bien qu'elle ait été présentée par les belligérants agresseurs comme une guerre de délivrance de populations chrétiennes opprimées, les socialistes l'ont soupçonnée de servir les projets expansionnistes des quatre royaumes balkaniques. Ainsi, en Roumanie, dès septembre 1912, des manifestations importantes avaient eu lieu contre la guerre. À la Skouptchina (СКУПШТИНА), l'assemblée serbe, les deux députés socialistes Dragiša Lapčević et Kaslerović, seuls contre tous, ont protesté énergiquement contre la rhétorique et les arguments de la guerre¹⁵. De son côté, Yanko Sakazov, s'exprima à la Sobranié (СЪБРАНИЕ), le parlement bulgare, en faveur de la paix¹⁶. Seule exception notable à cette condamnation commune de la guerre au sein de la II^e Internationale, les formations socialistes en Grèce, où on n'a enregistré que des oppositions sporadiques et isolées à l'instar de celle de Constantinos Zachos. Cet avocat de profession, accusé par le gouvernement grec d'avoir mené une campagne contre la guerre, fut menacé d'exécution. Sa participation à l'organisation du mouvement ouvrier de sa ville natale de Volos en Thessalie, ainsi que ses engagements en faveur de la libre pensée, ont amené les journalistes de *la Bataille syndicaliste*, tribune de la CGT, à le surnommer le « Ferrer¹⁷ grec »

et voir en lui une cible privilégiée, véritable bouc émissaire du capitalisme-militarisme-cléricalisme grec¹⁸.

- 10 Dans leur manifeste à la veille de la Première Guerre balkanique, ses camarades de l'Empire ottoman et des Balkans dénoncent les mobiles chauvinistes de la guerre et invitent les masses ouvrières et paysannes ainsi que toutes les démocraties sincères à se joindre à eux, mettant en avant la conception socialiste de la solidarité internationale et s'opposant à la politique des violences sanglantes. Par ailleurs, le manifeste insiste sur le fait que les prolétaires des Balkans n'ont rien à gagner à une aventure guerrière, car vaincus et vainqueurs verront s'élever plus forts et plus arrogants encore, sur des monceaux de cadavres et de ruines, « le militarisme, la bureaucratie, la réaction politique et la spéculation financière avec leur cortège habituel de lourds impôts et de renchérissement de la vie, d'exploitation et de misère profonde¹⁹ ». De surcroît, les socialistes avertissent leurs concitoyens que la guerre risque d'avoir des conséquences géopolitiques redoutables pour les pays balkaniques à cause de l'intervention des grandes puissances européennes, soit en tant qu'arbitres de partages territoriaux, soit en tant que sauveurs des pays balkaniques vaincus, ce qui accentuerait davantage leur statut de dépendance vis-à-vis de leurs protecteurs intéressés.
- 11 En novembre 1912, le congrès socialiste convoqué à Bâle, dans un contexte de tensions croissantes et des complications issues de la guerre balkanique²⁰, demande aux socialistes de continuer leur action contre la guerre et pour la paix par tous les moyens appropriés. Quelques mois plus tard, à la veille de la Deuxième Guerre balkanique en juillet 1913, les socialistes, en Roumanie, en Serbie²¹ ou en Bulgarie²², se mobilisent de nouveau contre la reprise des hostilités qui opposent, cette fois-ci, la Bulgarie à ses ex-alliés au sujet du partage des territoires conquis sur l'Empire ottoman.

Les pacifistes-fédéralistes des Balkans contre la Grande Guerre

- 12 Lorsqu'éclata la Première Guerre mondiale, les partis socialistes des Balkans se sont divisés en deux camps opposés, à l'instar de ce qui s'est passé à l'échelle de la social-démocratie européenne : d'une part, les socialistes « patriotes » rangés au côté des gouvernements prêts à s'impliquer dans le conflit, d'autre part, les socialistes pacifistes défendant la neutralité de leurs pays et condamnant la guerre²³.
- 13 Dans ce grand marché d'opportunismes diplomatiques, ce grand partage du monde en sphères d'influence que fut la Grande Guerre, les gouvernements des pays balkaniques ont pris parti pour la Triple Entente ou la Triple Alliance, ont marchandé leur entrée en guerre ou leur neutralité, à l'aune de ce qu'ils considéraient comme étant la position la plus avantageuse pour la promotion de leurs « Grandes Idées », autrement dit de leurs revendications territoriales dans le cadre de la question d'Orient. Face à un tel contexte géopolitique et idéologique, Christian Rakovski²⁴, figure de proue du socialisme balkanique, convoque une conférence des partis socialistes des Balkans à Bucarest, en juillet 1915. Les partis serbe, roumain, ainsi que la Fédération de Salonique²⁵ et les « socialistes de gauche²⁶ » bulgares envoyèrent des délégués. En revanche, les « socialistes de droite », de Bulgarie et les socialistes regroupés autour de Platon Drakoulis²⁷ en Grèce, n'y étaient pas représentés. En ce qui concerne plus particulièrement cette fraction des socialistes grecs, elle soutint l'intervention de la Grèce aux côtés des alliés

franco-britanniques, afin de réaliser l'objectif d'expansion territoriale incarnée par la Grande Idée²⁸. En revanche, les conférenciers réunis dans la capitale roumaine adoptèrent un manifeste contre la guerre demandant la cessation immédiate des combats, et se rallièrent à Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et aux socialistes des pays belligérants, restés fidèles aux principes de l'Internationale. Christian Rakovski participa d'ailleurs à la réunion pacifiste de Zimmerwald en septembre 1915.

- 14 En effet, une des questions essentielles qui divisa le mouvement socialiste au déclenchement de la Première Guerre mondiale fut la distinction entre guerres offensives condamnables, détestables, et guerres défensives, considérées comme justes et légitimes²⁹. La pertinence d'une telle distinction était déjà jugée incertaine et insatisfaisante par des théoriciens socialistes ayant commenté les guerres balkaniques de 1912-1913. À ce propos, Francis Delaisi fit remarquer que les gouvernements balkaniques avaient essayé de se présenter en état de légitime défense alors même qu'ils avaient déclaré la guerre en justifiant leur initiative par l'absence de réformes dans l'Empire ottoman et en soutenant que s'ils avaient attaqué, c'était pour mieux se défendre³⁰.
- 15 Ceux qui n'ont pas suivi les dirigeants balkaniques dans leurs acrobaties syllogistiques et qui ont préféré opter et œuvrer pour une résolution pacifique de cette question ont mis en avant plusieurs idées et projets. Parmi ceux-ci figurent en premier lieu le recours à la juridiction de la Cour de La Haye³¹, instituée en 1899, pour un arbitrage pacifique des différends, principe défendu par Émile Arnaud, président de la Ligue internationale de la paix et de la liberté, Lucien le Foyer³², Francis de Pressensé³³, et qui fut rappelé au Congrès universel de la paix à Budapest en 1896³⁴. L'internationalisation des villes situées au carrefour de convoitises et de revendications conflictuelles, ou encore la décentralisation de l'Empire ottoman soutenue par la fraction plus « libérale » des Jeunes-Turcs ont été deux propositions supplémentaires et complémentaires à celle de l'arbitrage. D'autre part, un des principes fondamentaux fréquemment évoqués par les défenseurs de la paix au sein de leurs congrès, à Rouen en 1903³⁵, après la répression sanglante de la révolte d'Ilinden en Macédoine ottomane³⁶, ou à Stockholm en 1910 à l'occasion de la question crétoise, était le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
- 16 Mais, comment appliquer en pratique cette prérogative théorique dans des régions où comme c'était le cas dans les possessions balkaniques de l'Empire ottoman, notamment en Macédoine³⁷, des populations d'ambitions divergentes cohabitaient, tout en envisageant leur futur de manière diverse et variée, depuis une volonté d'autonomie-indépendance, jusqu'aux desseins d'associer leur destin à celui des pays voisins, en passant par des partisans d'un maintien du *statu quo*? Dans une telle configuration sociogéographique « où les éléments sont excessivement mêlés, où les frontières ethnographiques n'existent même pas, le principe des nationalités ne sert qu'à masquer une politique de conquête territoriale³⁸ », affirmait Christian Rakovski.
- 17 À ce propos, le Congrès universel de la paix, tenu à La Haye en automne 1913³⁹, déplora que le traité de Bucarest mettant fin aux guerres balkaniques n'ait pas demandé directement aux populations concernées par le tracé des nouvelles frontières leur avis sur les décisions de partage prises par les plénipotentiaires des pays belligérants.

Les projets de fédéralisation dans les Balkans au XIX^e siècle

- 18 Afin de dépasser cette aporie et de délier l'imbroglio du principe des nationalités, plusieurs voix se sont prononcées, tout au long du XIX^e siècle, en faveur de l'organisation d'une fédération démocratique des peuples balkaniques, sur le modèle des fédérations suisse ou américaine. À leurs yeux, cette démarche représentait la seule recette pour une résolution pacifique de la question d'Orient, le seul moyen de faire coexister des communautés rivales sur le plan politique, et concurrentes sur le plan économique. Elle évolua par la suite dans le sillage et au contact de projets saint-simoniens, proudhoniens, de construction des États-Unis d'Europe ou de libéralisation des marchés. Charles Gobat ou Henri la Fontaine⁴⁰ résumant bien ce parcours, eux qui rêvent en pleine guerre balkanique de faire de l'Orient européen une fédération de peuples libres voués à l'industrie et au commerce, internationalisant la ville d'Istanbul, transformée ainsi en carrefour où viendraient fraterniser les hommes de toutes origines après la construction des voies ferrées financée par la collaboration de capitaux de toutes provenances. Cependant, cette idée avait déjà une longue histoire, remontant au moins à la fin du XVIII^e siècle et aux premières ébauches d'une évolution fédéraliste de l'Empire ottoman (voir tableau ci-dessous). Rhigas Velestinlis⁴¹ (ou Féraios), né dans la ville ottomane de Velestino en Thessalie (Grèce de nos jours), fut un des premiers théoriciens d'une telle orientation et organisation politique de la péninsule balkanique. Son engagement en faveur de la fédéralisation et de la démocratisation de l'Empire ottoman a été relayé et repris par plusieurs générations de penseurs et d'acteurs politiques dans les Balkans, ou originaires de cette région. Des projets hésitant entre fédération et confédération, centre danubien ou macédonien, régime démocratique ou monarchique, se sont succédé tout au long du XIX^e siècle. Leur définition juridique, leur délimitation géographique et leur organisation politique dépendaient à la fois des filiations de leurs inspirateurs à telle ou telle autre communauté linguistique et confessionnelle, groupe socioéconomique et famille idéologique, mais aussi des conjonctures géopolitiques de leur époque. Ce fut ainsi que, dans le sillage des mouvements révolutionnaires du Printemps des peuples de 1848, ou à la suite des échos des mouvements pour l'unification italienne et allemande, une société secrète, la Fédération démocratique orientale, fut fondée à Belgrade en 1865. Le journal grecophone, *Iris*, publié à Bucarest depuis 1867, tribune de cette société secrète, résume ses objectifs en soulignant que les pays issus de l'Empire ottoman, faibles et affaiblis, ont besoin de s'unir, afin de faire face aux convoitises des grandes puissances européennes extérieures aux Balkans, désireuses d'y étendre leur influence pour y promouvoir leurs propres intérêts⁴². La fondation de la Ligue internationale de la paix et de la liberté à Genève en 1867, avec comme but suprême la création des États-Unis d'Europe, contribua elle aussi au renforcement de ce courant fédéraliste. En 1869, lors du congrès de la Ligue tenu à Lausanne, un comité spécial consacré à l'étude de la question d'Orient conclut que celle-ci ne saurait être résolue que sur la base de principes démocratiques et fédéralistes, présupposant l'autonomie et/ou l'indépendance préalable des différents peuples des Balkans. Entre 1860 et 1870, une série de projets allant dans ce sens a été élaborée et énoncée, à l'instar de la proposition de Vasa Pelagić prônant la création d'une Fédération balkano-carpate, allant des montagnes des Carpates à la mer Égée, et de la mer Adriatique la mer Noire⁴³. Après les conflits des

années 1876-1878 qui ont fortement agité les Balkans ottomans, une nouvelle société, la Confédération orientale⁴⁴ fut fondée en 1884 à Athènes. Son programme affirmait que la véritable liberté des peuples des Balkans résidait dans leur alliance fraternelle, car liés ainsi, ils obtiendraient une puissance susceptible de garantir leur indépendance politique face à des manipulations extérieures. Après la guerre serbo-bulgare de 1885, l'intensification des luttes pour la délimitation de sphères d'influence en Macédoine ottomane, et face à un rapprochement diplomatique gréco-serbe, cette société rejoignit les préoccupations de l'Alliance des peuples des Balkans, constituée à Belgrade en 1890⁴⁵.

Tableau 1 : Généalogie de projets en vue de l'organisation d'une Fédération balkanique, fin XVIII^e – fin XIX^e siècle

Période	Protagonistes	Institutions
Fin XVIII ^e siècle	Rhigas Féraios (théoricien d'une Fédération balkanique, sujet ottoman du Rûm millet)	
1850-1870	Hristo Botev, Liouben Karavelov, Vasil Levski (théoriciens socialistes de l'Empire ottoman, défenseurs de la cause nationale bulgare)	
	Panagiotis Panas (socialiste grec)	
	Vasa Pelagić (théoricien d'une Fédération balkano-carpate)	
	Svetozar Marcovic (socialiste serbe)	
1865		Fondation à Belgrade de la société secrète Fédération démocratique orientale
1869		Ligue pour la Paix et la Liberté (le principe d'une résolution fédérale de la question d'Orient est adopté à son congrès à Lausanne)
1884		Création à Athènes de la Confédération orientale
1885	Dmitar Blagoev (socialiste bulgare)	
1890		Création à Belgrade de l' Alliance des peuples des Balkans
1894	Paul (ou Panayotis*) Argyriadès (avocat socialiste français)	Création à Paris de la Ligue de la Confédération balkanique

* Dans l'*Almanach de la Question sociale*, en 1894, Argyriadès est cité avec le prénom Panayotis. Voir l'*Almanach de la Question sociale*, 1894, p. 200.

19 Entre les premières visions fédéralistes du siècle des Lumières et celles précédant la Grande Guerre, l'année 1894 représente une étape importante. Dans un contexte

d'exacerbation des conflits liés à la question macédonienne, où les nationalismes des pays balkaniques voisins de l'Empire ottoman qui convoitaient la Macédoine ottomane s'opposaient à une gestion autoritaire de cette région par le régime d'Abdülhamid II, Paul Argyriadès⁴⁶, avocat à la cour d'appel de Paris et directeur de la revue *la Question sociale*, crée la Ligue de la Confédération balkanique. L'article 2 de ses statuts stipule que le but de la Ligue est de poursuivre la réalisation d'une Confédération de tous les peuples de l'Europe orientale et de l'Asie Mineure⁴⁷. Lors de la conférence fondatrice de cette association, Sebastião de Magalhães Lima, le socialiste portugais, affirme que :

C'est dans la fédération que réside le vrai fondement de la paix. Peuples fédérés équivaut à des peuples solidaires. Dans les sociétés modernes, il y a deux sortes de guerres : la guerre de l'homme contre l'homme, due à l'exploitation capitaliste, et la guerre des peuples contre les peuples, due à la fureur militariste. Pour supprimer la guerre de l'homme contre l'homme il faut solidariser les travailleurs ; pour supprimer la guerre des peuples contre les peuples, il faut solidariser les nations. C'est pourquoi j'ai toujours réclamé dans mon pays la fédération ibérique. La fédération, c'est la République perfectionnée, élargie, étendue. Être républicain et socialiste et n'être pas fédéraliste, c'est une contradiction, une absurdité (...) ⁴⁸.

20 Cette initiative reçoit un écho favorable au Congrès universel de la paix tenu à Anvers en 1894, mais elle reste lettre morte, au moins jusqu'à l'avènement de la révolution des Jeunes-Turcs en juillet 1908. À cette occasion, Christian Rakovski revient sur l'idée d'une fédéralisation des Balkans et s'interroge sur la place de la Turquie ottomane dans un tel projet. Dans son essai intitulé *Vers l'Entente balkanique !*, il commente le fait qu'à « l'époque où en Turquie régnait l'absolutisme hamidien, elle aurait été forcément exclue d'une telle constellation politique. (...) aujourd'hui encore, pour que la Turquie soit tout à fait au niveau de son grand rôle, la révision s'impose dans un sens largement démocratique de la Constitution de 1876⁴⁹ ». Le processus de démocratisation de la société ottomane annoncé dans les discours des Jeunes-Turcs au moment de la révolution de juillet 1908, saluée et accueillie, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des Balkans, comme signe annonciateur d'un règlement pacifiste de la question d'Orient est toutefois progressivement abandonné.

21 Cependant, les socialistes des Balkans réunis à Belgrade en janvier 1910 essayent de donner un nouvel élan au projet fédéraliste et au processus de démocratisation, en déclarant que le groupement des forces économiques en un tout, l'abolition des frontières artificiellement créées, l'établissement d'une pleine réciprocité et la défense contre les dangers communs :

(...) ne peut se faire ni par la politique militariste des monarchies et des régimes bourgeois réactionnaires qui sème la haine et anéantit la puissance économique et politique des peuples ; ni par l'appel aux États capitalistes européens les classes possédantes et gouvernantes, soit monarchiques, soit républicaines, ne pouvant renoncer à leur politique conquérante. Comme représentant politique de la classe ouvrière qui ne partage pas l'antagonisme national des classes dominantes, la Social-démocratie a une mission supérieure ; elle est le facteur le plus conscient de la solidarité des peuples du Sud-Est européen (...) elle se dresse tout d'abord contre l'impérialisme de l'Autriche et le tsarisme russe⁵⁰.

22 Pour propager ces idées et gagner les populations à cette cause, Rakovski parcourt en 1911 les Balkans. Ses discours sont salués par des ovations, comme à Salonique, où il parla devant quelque 8 000 personnes⁵¹. Dans cette ville ottomane, l'idée d'une République fédérale était déjà cultivée et développée par Abraham Benaroya⁵² et ses camarades représentants de la Federacion, association ouvrière créée au lendemain de

l'euphorie de la révolution de juillet 1908 qui constitue une des premières manifestations de la pensée socialiste au sein de l'Empire ottoman. Le nom choisi par la Federacion de Salonique renvoyait à la fois à sa conception organisationnelle qu'à sa vision pour une transformation et une évolution de l'Empire ottoman vers une République fédérale⁵³. Ainsi, Saül Nahum, délégué de la Federacion de Salonique à Paris, déclare-t-il, à la veille de la Première Guerre balkanique, que si les socialistes arrivent à se faire entendre⁵⁴, la question d'Orient peut entrer dans une nouvelle phase. De leur côté, le député socialiste bulgare Sakazov, ou son camarade serbe, Lapčević, opposent à l'alliance militaire entre les royaumes balkaniques, l'idéal d'une confédération⁵⁵, censée unir tous les peuples des Balkans pour une œuvre de paix, de liberté et de progrès⁵⁶.

- 23 Cette position, reprise dans le manifeste commun des partis socialistes des Balkans et de l'Empire ottoman, fut également soutenue par Gaston Moch, fondateur de l'Institut international de la paix à Monaco, dans un article qu'il publie dans la revue *États-Unis d'Europe*, organe de la Ligue internationale de la paix et de la liberté ; il y déclare que la Confédération balkanique doit enfin voir le jour et, qu'à côté d'elle, l'Union européenne doit naître en même temps. Quelques mois plus tard, le Parti social-démocrate bulgare publie un manifeste qui s'oppose à la reprise des hostilités, déclare que le salut des peuples balkaniques est dans une République fédérale et démasque les mobiles nationalistes qui avaient régi l'action des gouvernements balkaniques lors de la déclaration de la guerre. Le manifeste conclut en constatant que :

parmi les territoires occupés par la Bulgarie, il y en a où la nationalité bulgare n'existe pas, ou presque pas, la Serbie et la Grèce en ont également occupé d'autres où il n'y a pas de Serbes et de Grecs, ou bien où ils ne sont que des minorités insignifiantes (...). Le progrès social, la liberté, l'indépendance et l'unification nationale ne peuvent être réalisés que par la fédération des peuples balkaniques. (...) La social-démocratie bulgare demande la cessation immédiate de la guerre, la conclusion d'une union douanière, l'institution d'un Parlement commun pour tous les pays balkaniques, une politique financière unique et la pleine liberté pour toutes les nationalités unies dans la confédération balkanique⁵⁷.

- 24 Ce souhait et projet pour un règlement fédéraliste de la question d'Orient se concrétise davantage avec la création, en pleine guerre mondiale en 1915, d'une fédération des partis sociaux-démocrates balkaniques⁵⁸. Son objectif était de lutter pour une République fédérale des Balkans sur la base d'un régime démocratique. À ce propos, Christian Rakovski considéra les travailleurs des pays balkaniques comme le moteur et l'acteur principal d'une telle construction, en affirmant que « le prolétariat des pays balkaniques est appelé à travers sa lutte, à imposer sur la bourgeoisie, la réalisation de la Fédération balkanique⁵⁹ ». Au lendemain de la Grande Guerre, Aristoteles D. Sideris, commentant la proposition du Parti socialiste serbe au sujet de la question macédonienne, affirme qu'un nouveau partage de la Macédoine entre les États balkaniques et l'« interbalkanisation » de Salonique ne ferait qu'attiser de nouveau la concurrence entre les différents pays de la région. Au contraire, selon le député socialiste grec, la seule méthode de règlement radical de la question balkanique « se trouve dans une Fédération démocratique des États balkaniques⁶⁰ ».

Tableau 2 : Protagonistes d'initiatives pour la mise en place d'une Fédération balkanique entre les conflits de 1912-1913 et la Grande Guerre

Noms	Éléments biographiques	Organisation
------	------------------------	--------------

Benaroya Abraham	Vidin (Empire ottoman) 1887 – Jaffa (Israël) 1979	Fédération socialiste ouvrière de Salonique
Giannios Nikos	Andros (Grèce) 1885 – Athènes (Grèce) 1958	Centre social-démocrate d'Istanbul, Centre socialiste d'Athènes
Kirkov Georgi	Pleven (Empire ottoman) 1867 – Sofia (Bulgarie) 1919	Parti socialiste bulgare
Lapčević Dragiša	Užice (Serbie) 1867 – Požega (Serbie) 1939	Parti socialiste serbe
Rakovski Christian	Gradets (Empire ottoman) 1873 – Oryol (URSS) 1941	Parti social-démocrate roumain
Sakazov Yanko	Shumen (Empire ottoman) 1860 – Sofia (Bulgarie) 1941	Parti socialiste bulgare
Tuković Dimitrija	(Serbie) 1881 – (Serbie) 1914	Parti socialiste serbe
Vlahov Dimitar	Kilkis (Empire ottoman) 1878 – Belgrade (Yougoslavie) 1953	Fédération socialiste ouvrière de Salonique

Conclusion

25 Ainsi au début du xx^e siècle, à côté d'une perception nationaliste, expansionniste et belliciste des règlements des différends liés à la question d'Orient, des solutions pacifistes se sont également profilées. Énoncées et élaborées par une série d'acteurs individuels et institutionnels, elles se sont surtout cristallisées autour des projets d'inspiration fédéraliste. Cette idée, puisant dans l'héritage des mouvements fédéralistes et pacifistes du xix^e siècle, est largement soutenue par les partis socialistes aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des Balkans. Elle se développa, par ailleurs, parallèlement à l'idée d'une construction fédérale à l'échelle européenne. Cependant, malgré une première adhésion de principe à ce modèle politique, les représentants socialistes sont divisés entre une fédéralisation visant à subordonner les revendications liées aux questions nationales aux prérogatives de la question sociale, et une fédéralisation au service de desseins nationaux. Ces divergences dans la définition et la perception réémergent dans le cadre de l'agitation que traverse la II^e Internationale lors du déclenchement de la Grande Guerre. Néanmoins, l'idée d'une Fédération inclusive, comme moyen de dépasser les intérêts conflictuels des différents États dans les Balkans, au profit d'une action et évolution politique commune, persiste dans ce contexte de polarisation et elle est défendue par des personnalités socialistes restant fidèles à ses principes supranationaux et supra-communautaires. Malgré les revers subis sur les champs de bataille du front d'Orient, elle poursuivit son chemin bien après le premier conflit mondial, pendant l'entre-deux-guerres⁶¹, ainsi que dans le contexte idéologiquement polarisé de la guerre froide.

BIBLIOGRAPHIE

ADANIR Fikret and FAROQHI Suraiya, 2002, *The Ottomans and the Balkans, A Discussion of Historiography*, Leiden: Brill.

BENAROYA Abraham, 1986, *Η πρώτη σταδιοδρομία του ελληνικού προλεταριάτου* [Les premiers pas du prolétariat grec], Αθήνα: Κομμούνα.

BLED Jean-Paul et DESCHODT Jean-Pierre, 2014, *les guerres balkaniques 1912-1913*, Paris : Presses de l'université Paris-Sorbonne.

BROUÉ Pierre, 1996, *Rakovsky ou la révolution dans tous les pays*, Paris : Fayard.

Centre d'Études Marxistes, 1989, *Η σοσιαλιστική οργάνωση Φεντερασιόν Θεσσαλονίκης, 1909-1918* [L'organisation socialiste Federacion de Salonique, 1909-1918], Αθήνα: Σύγχρονη Εποχή.

CONTE Francis, 1973, *Christian Rakovski (1873-1941) : essai de biographie politique*, thèse de doctorat, Université Bordeaux III.

DAMIANOVA Jivka, 1989, « La Fédération contre l'alliance militaire : les socialistes balkaniques et les guerres balkaniques 1912-1913 », *le Mouvement Social*, n° 147, p. 69-85.

DJORDJEVIC Dimitrije, 1963, « La Société "L'Alliance des peuples des Balkans" en Serbie en 1890-1891 : contribution à l'histoire des alliances balkaniques », *Balkan Studies*, no 4, pp. 138-154. URL : <https://ojs.lib.uom.gr/index.php/BalkanStudies/article/view/156> (consulté le 18 avril 2016).

DJORDJEVIC Dimitrije, 1970, "Projects for the Federation of South-East Europe in the 1860s and 1870s", *Balkanica*, no 1, pp. 119-145.

DUMONT Paul, 1975, « Une organisation socialiste ottomane : la Fédération ouvrière de Salonique », *Études balkaniques*, n° 11, p. 76-88.

HASSIOTIS Loukianos, 2001, *Η ανατολική ομοσπονδία: Δύο ελληνικές φεντεραλιστικές κινήσεις του 19ου αιώνα* [La Fédération orientale : deux mouvements fédéralistes grecs du XIX^e siècle], Θεσσαλονίκη: Βάνιας.

HAUPT Georges, LOWY Michaël et WEILL Claudie, 1997 [1974], *les marxistes et la question nationale, 1848-1914*, Paris : L'Harmattan.

HOREL Catherine (dir.), 2014, *les guerres balkaniques (1912-1913) : conflits, enjeux, mémoires*, Bruxelles : Peter Lang.

IVANTCHEFF Constantin, 1930, *l'idée des États-Unis d'Europe et les projets d'une Confédération balkanique*, Paris : J. Gamber.

JELAVICH Barbara, JELAVICH Charles and SUGAR Peter, 1977, *The Establishment of the Balkan National States, 1804-1920*, Seattle-London: University of Washington Press.

KARPAT Kemal, 1973, *An Inquiry into the Social Foundations of Nationalism in the Ottoman State: From Social Estates to Classes, from Millets to Nations*, Princeton: Princeton University.

KORDATOS Giannis, 1974 [1945], *Ρήγας Φεραίος και Βαλκανική Ομοσπονδία* [Rhigas Féraios et la Fédération balkanique], Αθήνα: Επικαιρότητα.

LEON George B., 1976, *The Greek Socialist Movement and the First World War: The Road to Unity*, Boulder (Colorado): East European Quarterly; New York: Columbia University Press.

ΛΙΑΚΟΣ Antonis, 1985, *Η Σοσιαλιστική Εργατική Ομοσπονδία Θεσσαλονίκης (Φεντερασιόν) και η Σοσιαλιστική Νεολαία* [La Fédération socialiste ouvrière de Salonique et la Jeunesse socialiste], Θεσσαλονίκη: Παρατηρητής.

MACFIE Alexander Lyon, 1996, *The Eastern Question, 1774-1923*, London: Longman.

MAZOWER Mark, 2002, *The Balkans: A Short History*, New York: Modern Library.

ΝΟΥΤΣΟΣ Panayotis, 1995, *Η σοσιαλιστική σκέψη στην Ελλάδα* [La pensée socialiste en Grèce], Αθήνα: Γνώση.

ΠΑΡΑΙΟΑΝΝΟΥ Michalis, 1995, *Η Παρισινή Κομμούνια και η Ελλάδα* [La Commune de Paris et la Grèce], Αθήνα: Σύγχρονη Εποχή.

PERIVOLAROPOULOU Nia, 1994, « La fédération balkanique comme solution des problèmes nationaux : le projet social-démocrate (1909-1915) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 35, p. 29-35. URL : www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1994_num_35_1_404168 (consulté le 18 avril 2016).

RAKOVSKI Christian, 1977, *Scrieri social-politice 1900-1916*, București: Editura politică.

SIVIGNON Michel, 2009, *les Balkans : une géopolitique de la violence*, Paris : Belin.

STAVRIANOS Leften Stavros, 1944, *Balkan Federation: A History of the Movement Toward Balkan Unity in Modern Times*, Northampton (Mass.): Dept. of History of Smith College.

THIESSE Anne-Marie, 2001, *la création des identités nationales : Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris : Seuil.

TODOROV Varban, 1984, "The Society 'Oriental Confederation' and its activities during the 80ties and 90ties of the 19th century", *Balkan Studies*, no 25, pp. 529-537.

URL : <https://ojs.lib.uom.gr/index.php/BalkanStudies/article/view/5130> (consulté le 18 avril 2016).

WEIBEL Ernest, 2002, *Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 à nos jours*, Paris : Ellipses.

YERASIMOS Stéphane, 1993, *Questions d'Orient : frontières et minorités, des Balkans au Caucase*, Paris : La Découverte.

NOTES

1. Le bahaïsme est une religion monothéiste prônant l'unité spirituelle de l'humanité. Elle a été fondée dans le Moyen-Orient ottoman, au milieu du XIX^e siècle, par le Persan Mīrzā Ḥusayn-ʿAlī Nūrī, surnommé Bahāʾ-Allāh (en arabe « Gloire ou splendeur de Dieu »). Son fils et successeur, Abbas effendi ou Abd-al-Baha, s'attelle à promouvoir la foi baha'ie en dehors des territoires de l'Empire ottoman et, à ce titre, il séjourne à plusieurs reprises en France, en Angleterre et aux États-Unis, entre 1911 et 1912. Sur la vie de ce pacifiste-humaniste, voir Solange LEMAITRE, 1952, *Une grande figure de l'unité : Abdul Baha*, Paris : Adrien-Maisonneuve.

2. « Le Persan pacifiste », *le Journal*, 22 février 1913.

3. En octobre 1912, une coalition de quatre États balkaniques (Bulgarie, Grèce, Monténégro, Serbie), proclama la guerre à l'Empire ottoman, avec comme objectif la

conquête de ses territoires européens. Sur ce conflit, voir Catherine HOREL (dir.), 2014, *les guerres balkaniques (1912-1913): conflits, enjeux, mémoires*, Bruxelles: Peter Lang, et Jean-Paul BLEDE et Jean-Pierre DESCHODT, 2014, *les guerres balkaniques 1912-1913*, Paris: Presses de l'université Paris-Sorbonne.

4. Guy de CASSAGNAC, « De l'inflammabilité des Balkans », *l'Autorité*, 13 octobre 1912.

5. Cette représentation des Balkans comme un espace particulièrement voué à la violence a été étudiée et commentée dans plusieurs ouvrages. Maria Todorova affirme que de même que l'Orient, les Balkans servirent de dépositaire de représentations négatives, dépréciatives, contre lesquelles une certaine image auto-laudatrice de l'Europe occidentale a été construite. Voir Maria TODOROVA, 1997, *Imagining the Balkans*, New York: Oxford University Press, p. 188. Voir aussi John R. LAMPE, 2006, *Balkans into Southeastern Europe: A Century of War and Transition*, New York: Palgrave Macmillan.

6. Ce terme issu du jargon diplomatique aurait été employé pour la première fois d'après l'Encyclopédie britannique, au moment du congrès de Vérone (1822), dans le cadre de la révolte déclenchée dans la partie méridionale de la Grèce de nos jours contre l'autorité du sultan et sur arrière-plan de menace d'une nouvelle guerre russo-ottomane se profilant à l'horizon. Pourtant, ce n'est qu'à l'occasion de la crise de 1839-1840, opposant le khédivé d'Égypte Mehmet Ali au sultan Mahmud II et à travers eux, la France et la Grande-Bretagne, que l'usage de ce terme a été consacré dans le vocabulaire des relations internationales. Pour une histoire événementielle retraçant les étapes successives de cette question, dans leur dimension militaire et diplomatique, voir Alexander Lyon MACFIE, 1996, *The Eastern Question, 1774-1923*, London: Longman et Ernest WEIBEL, 2002, *Histoire et géopolitique des Balkans de 1800 à nos jours*, Paris: Ellipses.

7. À l'instar de la guerre russo-ottomane de 1877-1878.

8. Ce fut le cas de la guerre serbo-bulgare en 1885.

9. On pourrait citer l'exemple de la Première Guerre balkanique ou encore la guerre gréco-ottomane de 1897.

10. La guerre douanière, dite « guerre des cochons », opposant la Serbie et l'Autriche-Hongrie entre 1906 et 1911 fait partie de cette catégorie.

11. Pour une déclinaison de ces différentes expressions spatiales de la question d'Orient, voir Stéphane YERASIMOS, 1993, *Questions d'Orient: frontières et minorités, des Balkans au Caucase*, Paris: La Découverte.

12. Le terme de péninsule balkanique (*Balkanhalbinsel*) revient à un géographe prussien, Johann August Zeune, qui l'utilisa pour la première fois en 1808 pour désigner un espace aux contours géographiques relativement flous, bordé à l'est par la mer Égée, à l'ouest par la mer Ionienne et Adriatique, et délimité au sud par le Péloponnèse et l'île de Crète et au nord par le Danube et les Carpates. Cet espace avait connu auparavant plusieurs appellations. Parmi celles-ci, on retrouve les termes de péninsule d'Haemus, de péninsule thraco-hellénique ou illyrienne utilisés par le géographe français Élisée Reclus, ou encore l'appellation de Turquie d'Europe. Pour une généalogie de différents noms employés pour désigner cet espace au XIX^e siècle, voir Michel SIVIGNON, 2009, *les Balkans: une géopolitique de la violence*, Paris: Belin et Maria TODOROVA, 1997, *op. cit.*, pp. 21-37.

13. Pour une histoire de la construction des États-nations dans les Balkans du XIX^e siècle, voir Barbara JELAVICH, Charles JELAVICH and Peter SUGAR, 1977, *The establishment of the Balkan National States, 1804-1920*, Seattle-London: University of Washington Press.

Mark Mazower affirme que les dirigeants de ces nouvelles entités étatiques devaient créer des « nations » à partir de sociétés paysannes imprégnées d'une *Weltanschung* ottomane marquée par une définition pré-nationale de l'identité individuelle ou collective. Voir Mark MAZOWER, 2002, *The Balkans: A Short History*, New York: Modern Library, p. 90. Voir aussi Kemal KARPAT, 1973, *An Inquiry into the Social Foundations of Nationalism in the Ottoman State: From Social Estates to Classes, from Milletts to Nations*, Princeton: Princeton University, et Fikret ADANIR and Suraiya FAROQHI, 2002, *The Ottomans and the Balkans, A Discussion of Historiography*, Leiden: Brill.

14. Selon Anne-Marie Thiesse, les instigateurs et initiateurs de chaque mouvement national essayent de construire une identité nationale en mettant en place une check-list identitaire, dont les éléments fondamentaux sont : une lecture rétrospective du passé de l'espace occupé par l'État-nation illustrant sa continuité historique, des ancêtres fondateurs, des héros incarnant les valeurs nationales, une langue, des monuments culturels et historiques, des lieux de mémoire, un paysage typique, un folklore vestimentaire, gastronomique, un animal emblématique. Voir Anne-Marie THIESSE, 2001, *la création des identités nationales : Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris : Seuil, p. 14.

15. Voir *Bulletin périodique du Bureau Socialiste International (BSI)*, 1912, n° 9, p. 25-27.

16. Voir *Bulletin du BSI*, n° 9, 2^e supplément, p. 7-11.

17. Référence à l'exécution, en 1909 à Barcelone, du libre-penseur et pédagogue libertaire espagnol, Francisco Ferrer, suite à son accusation par le clergé catholique d'avoir été un des instigateurs du mouvement de protestation contre l'implication militaire de l'Espagne au Maroc.

18. « Une affaire Ferrer en Grèce », *la Bataille syndicaliste*, 3 décembre 1912.

19. « Le manifeste des Socialistes de Turquie et des Balkans contre la guerre », *l'Humanité*, 14 octobre 1912. Pour une présentation panoramique des initiatives développées par les socialistes des Balkans en vue d'un règlement pacifique de la crise, voir Jivka DAMIANOVA, 1989, « La Fédération contre l'alliance militaire : les socialistes balkaniques et les guerres balkaniques 1912-1913 », *le Mouvement Social*, n° 147, p. 69-85.

20. Surtout à cause du différend austro-serbe, à savoir l'accès ou pas de la Serbie à la mer Adriatique.

21. Voir *Bulletin du BSI*, 1913, n° 11, p. 71.

22. *Ibid.*, p. 69-71.

23. Ceux-ci, fidèles à la doctrine internationaliste et percevant la nature du conflit déclenché en août 1914, comme le résultat de concurrences opposant les grandes puissances européennes de l'époque pour l'hégémonie politique, économique, culturelle avec en vue une nouvelle répartition de sphères d'influence, s'attelèrent à arrêter l'engrenage militariste et chauviniste. Rassemblés à Zimmerwald en septembre 1915, ils renouvelèrent leur rendez-vous l'année suivante, du 24 au 30 avril, à Kienthal.

24. Sur Christian Rakovski, voir Francis CONTE, 1973, *Christian Rakovski (1873-1941) : essai de biographie politique*, thèse de doctorat, Université Bordeaux III.

25. La Fédération socialiste ouvrière de Salonique, *Federacion socialista laboradera* en judéo-espagnol, a été fondée en 1909, au lendemain de la révolution des Jeunes-Turcs. Dirigée par le Juif sépharade, Abraham Benaroya, son organisation a été calquée sur le modèle fédératif du Parti social-démocrate de l'Empire austro-hongrois. Son but était de réunir les travailleurs de la ville de Salonique au sein d'un mouvement unitaire, au-delà

de leurs appartenances et pratiques confessionnelles et linguistiques distinctes. Sur cette association socialiste à Salonique, voir Paul DUMONT, 1975, « Une organisation socialiste ottomane : la Fédération ouvrière de Salonique (1908-1912) », *Études balkaniques*, n° 11, p. 76-88, Antonis LIAKOS, 1985, *Η Σοσιαλιστική Εργατική Ομοσπονδία Θεσσαλονίκης (Φεντερασιόν) και η Σοσιαλιστική Νεολαία* [La Fédération socialiste ouvrière de Salonique et la Jeunesse socialiste], Θεσσαλονίκη: Παρατηρητής, et Centre d'Études Marxistes, 1989, *Η σοσιαλιστική οργάνωση Φεντερασιόν Θεσσαλονίκης, 1909-1918* [L'organisation socialiste Federacion de Salonique, 1909-1918], Αθήνα: Σύγχρονη Εποχή.

26. Il s'agit d'une des deux fractions de la social-démocratie en Bulgarie, représentant la tendance révolutionnaire et surnommée les « étroits » ou *tesnyaki*, l'autre étant les « larges » ou *chiroki*, dirigée par Yanko Sakazov. La rupture du mouvement socialiste bulgare eut lieu en 1903, parallèlement au schisme de la social-démocratie russe.

27. Né à Ithaque en 1858, il fut un des pionniers du mouvement socialiste en Grèce. Son socialisme était influencé à la fois par les idées de la Société fabienne en Grande-Bretagne et les principes d'un humanisme chrétien.

28. Le clivage au sein du mouvement socialiste en Grèce, reflète la division de l'opinion publique en Grèce pendant la Grande Guerre. Il oppose violemment en effet les neutralistes regroupés autour du roi Constantin aux partisans d'une intervention aux côtés de la Triple Entente, réunis autour du Premier ministre Elefthérios Venizélos. Il s'agissait de deux approches-perceptions concurrentes de la politique extérieure grecque, concernant surtout l'impact de sa décision d'entrer ou ne pas entrer en guerre et de quel côté, sur le destin de ses revendications territoriales dans les Balkans et en Anatolie. Sur les positions des socialistes grecs pendant la Grande Guerre, voir Abraham BENAROYA, 1986 [1931], *Η πρώτη σταδιοδρομία του ελληνικού προλεταριάτου* [Les premiers pas du prolétariat grec], Αθήνα: Κομούνα, p. 89-91. Voir aussi George B. LEON, 1976, *The Greek Socialist Movement and the First World War: The Road to Unity*, Boulder (Colorado): East European Quarterly; New York: Columbia University Press.

29. Cette distinction entre guerre défensive et guerre offensive était déjà introduite par Jean Jaurès dans son ouvrage sur la nouvelle armée publié en 1910.

30. Francis DELAISI, « Qui est l'agresseur ? », *la Bataille syndicaliste*, 18 octobre 1912.

31. Séverine, « Malfaiteurs publics », *Gil Blas*, 20 octobre 1912.

32. Député du Parti radical.

33. Pacifiste, partisan des États-Unis d'Europe, de la séparation entre l'Église et l'État, proche de Jean Jaurès, il dirige la rubrique des relations internationales dans l'*Humanité*. Voir Rémi FABRE, 2004, *Francis de Pressensé et la défense des droits de l'homme : un intellectuel au combat*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.

34. Lors de ce congrès, il a été décidé que les hommes d'État, les publicistes et les chefs de partis seront invités à s'unir pour rechercher et trouver un moyen de résoudre la question d'Orient à l'amiable par un arbitrage. Voir Albert GOBAT, 1912, *Résolutions textuelles des Congrès universels de la paix*, Berne : Büchler & Co., p. 134.

35. *Ibid.*, p. 141.

36. Révolte organisée par l'ORIM (Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne) en juillet 1903.

37. À la fin du XIX^e siècle, les vilayets de Monastir/Bitola et de Salonique, recouvrant la partie majeure de la Macédoine ottomane, deviennent le théâtre d'affrontements tantôt

symboliques, à travers les batailles cartographiques, statistiques, historiographiques, tantôt militaires. Les gouvernements bulgare, grec, serbe et roumain essayent d'une part de convaincre, à travers leurs propagandes scolaires et religieuses, les sujets chrétiens de ces vilayets de leur appartenance aux États voisins de l'Empire ottoman. D'autre part, par l'intermédiaire de leurs propagandes diplomatiques, ils s'attellent à convaincre les opinions publiques et les autorités étatiques des grandes puissances européennes extérieures, du bien-fondé de leurs revendications, en se servant dans leurs campagnes de persuasion, de l'appui de personnalités politiques, scientifiques ou artistiques, favorables à leurs causes respectives. Enfin, sur le terrain de l'action militaire, des *andartès*, des *comitadjis*, membres de comités nationalistes grec, bulgare ou serbe, s'entretiennent et terrorisent les populations locales, tout en s'affrontant en même temps aux bachibouzouks et aux soldats réguliers ottomans agissant pour le maintien ou le rétablissement de l'ordre public.

38. Voir Charles DUMAS, 1915, *les socialistes et la guerre (discussions entre socialistes français et socialistes roumains)*, București: Cercul de Editură Socialistă, p. 33-34. Rakovski partage l'analyse de Rosa Luxemburg qui affirmait, dans une série d'articles publiée en 1908 sous le titre « Question nationale et autonomie », que soutenir le droit de séparation de chaque nation, n'étant d'ailleurs jamais un tout homogène et uniforme, signifie en réalité soutenir le nationalisme bourgeois. Sur cette question de la position de différents courants marxistes devant la question nationale, voir Georges HAUPT, Michaël LOWY et Claudie WEILL, 1997 [1974], *les marxistes et la question nationale, 1848-1914*, Paris: L'Harmattan, p. 376.

39. Voir *Actes du Congrès universel de la paix*, La Haye, 1913, p. 130.

40. Charles GOBAT et Henri LA FONTAINE, « Le Bureau International de la Paix et la guerre des Balkans », *la Démocratie*, 13 novembre 1912.

41. Sur le projet fédéraliste de Rhigas Velestinlis, voir Yannis KORDATOS, 1974 [1945], *Ρήγας Φεραίος και Βαλκανική Ομοσπονδία* [Rhigas Féraios et la Fédération balkanique], Αθήνα: Επικαιρότητα.

42. Voir Michalis ΠΑΡΑΙΟΑΝΝΟΥ, 1995, *Η Παρισινή Κομμούνια και η Ελλάδα* [La Commune de Paris et la Grèce], Αθήνα: Σύγχρονη Εποχή, p. 86. Sur les projets fédéralistes dans les Balkans de cette période, voir aussi Constantin IVANTCHEFF, 1930, *l'idée des États-Unis d'Europe et les projets d'une Confédération balkanique*, Paris: J. Gamber, et Kruno MENEGHELLO-DINCIC, 1958, « Les premiers fédéralistes bulgares: Georgui S. Rakovski », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 57, p. 295-313.

43. Voir Dimitrije DJORDJEVIC, 1970, "Projects for the Federation of South-East Europe in the 1860s and 1870s", *Balkanica*, no 1, pp. 119-145.

44. Voir Varban TODOROV, 1984, "The Society 'Oriental Confederation' and its activities during the 80ties and 90ties of the 19th century", *Balkan Studies*, no 25, pp. 529-537. URL: <https://ojs.lib.uom.gr/index.php/BalkanStudies/article/view/5130> (consulté le 18 avril 2016). Voir aussi Loukianos HASSIOTIS, 2001, *Η ανατολική ομοσπονδία: Δύο ελληνικές φεντεραλιστικές κινήσεις του 19ου αιώνα* [La Fédération orientale: deux mouvements fédéralistes grecs du XIX^e siècle], Θεσσαλονίκη: Βάνιας.

45. Voir Dimitrije DJORDJEVIC, 1963, « La Société "L'Alliance des peuples des Balkans" en Serbie en 1890-1891: contribution à l'histoire des alliances balkaniques », *Balkan Studies*, no 4, pp. 138-154.

URL : <https://ojs.lib.uom.gr/index.php/BalkanStudies/article/view/156> (consulté le 18 avril 2016).

46. Né en 1849, à Kastoria, en Macédoine ottomane, il réside en Grèce et en Roumanie, avant de poursuivre des études en droit, à Paris. Naturalisé Français en 1880, il pratique son métier d'avocat tout en s'adonnant en même temps à la défense et la promotion d'idées et de causes socialistes. Sur ses activités politiques en France, voir Loukianos HASSIOTIS, «Ένας Έλληνας εμigrécς στην πατρίδα των επαναστάσεων: Η δράση του Παύλου Αργυριάδη στο Παρίσι, 1871-1900» [Un émigré grec au pays des révolutions : l'action de Paul Argyriadès à Paris, 1871-1900], dans l'ouvrage collectif à la mémoire d'Ellī SKOPETEA, *Η δύση της ανατολής και η ανατολή της δύσης, 18^{ος}-20^{ος} αιώνας, Μνήμη Έλλης Σκοπετέα* [L'occident de l'orient et l'orient de l'occident, XVIII^e-XX^e siècles], Θεσσαλονίκη: University Studio Press, 2005, p. 57-69. Pour un aperçu des idées d'Argyriadès sur la question d'Orient, voir Théodoros BÉNAKIS, 1999, «Ο Παύλος Αργυριάδης και το Ανατολικό ζήτημα» [Paul Argyriadès et la question d'Orient], *Τετράδια*, no 43.

47. L'article 3 de ses statuts dessine les contours géographiques de cette Confédération et la répartition territoriale de ses unités constitutives : 1) la Grèce avec l'île de Candie ; 2) la Serbie avec la Bosnie-Herzégovine ; 3) la Bulgarie ; 4) la Roumanie ; 5) le Monténégro ; 6) la Macédoine et l'Albanie qui formeraient un État libre et fédératif ; 7) la Thrace avec Constantinople comme ville libre et siège des délégués des États Confédérés ; 8) l'Arménie et l'Asie-Mineure avec les îles de son littoral.

48. « Le Fédéralisme et la question d'Orient », *Revue socialiste*, août 1895, p. 2.

49. Voir Christian RAKOVSKI, *Vers l'Entente balkanique !*, in *Revue de la paix*, décembre 1908.

50. Al. LAMBREFF, « La Première conférence socialiste des Balkans », *le Socialisme*, n° 116, 26 février 1910, p. 39-43.

51. Voir Francis CONTE, 1973, *Christian Rakovski (1873-1941) : essai de biographie politique*, *op. cit.*, p. 97.

52. Né dans une famille juive sépharade des Balkans ottomans, il est un des protagonistes de la création de la Fédération socialiste ouvrière, en judéo-espagnol *Federacion*, le parti socialiste le plus important de l'Empire ottoman. De 1910 à 1911, il dirige le journal socialiste *Solidaridad Obradera*. Partisan de la neutralité de la Grèce pendant la Grande Guerre, il devient un des cofondateurs du Parti socialiste du travail de Grèce, ancêtre du Parti communiste grec.

53. Le principe de la création d'une Fédération républicaine dans les Balkans était aussi adopté par l'Organisation socialiste d'Athènes fondée par Nikos Giannios. Voir Panayotis NOUTSOS, 1995, *Η σοσιαλιστική σκέψη στην Ελλάδα* [La pensée socialiste en Grèce], vol. II, 1907-1925, Αθήνα: Γνώση, p. 92.

54. « La crise turque : l'attitude des socialistes », *l'Humanité*, 31 août 1912.

55. Au lendemain de la Deuxième Guerre balkanique, O. St. Obreykoff rappelle, dans sa thèse, les caractéristiques distinguant une confédération d'une fédération. Concernant la confédération, il s'agit d'une association d'États dont chacun, tout en conservant sa propre souveraineté, consent volontairement par traité à certaines restrictions de sa vie extérieure au profit de l'organisation centrale de la confédération. L'État fédéral est au contraire un État constitué par quelques États qui ont mis au préalable, en commun, toute leur souveraineté externe et la plus grande partie de leur souveraineté interne. Selon l'auteur de cette thèse en droit, même si l'État fédéral est une forme beaucoup plus

puissante d'union, la confédération apparaît comme la forme d'union la plus convenable dans le contexte balkanique de l'époque, en raison de la question des dynasties en chacun des États. Voir O. St. OBREYKOFF, *Essai sur la crise balkanique*, thèse, Université de Montpellier, 1914.

56. Jean JAURÈS, « Pour la paix », *l'Humanité*, 8 octobre 1912.

57. « Un manifeste du Parti social-démocrate bulgare à la classe ouvrière », *l'Humanité*, 2 juin 1913.

58. Voir Pierre BROUE, 1996, *Rakovsky ou la révolution dans tous les pays*, Paris : Fayard, p. 110. Sur cette conférence balkanique, voir aussi Nia PERIVOLAROPOULOU, « La fédération balkanique comme solution des problèmes nationaux : le projet social-démocrate (1909-1915) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1994, n° 35, p. 29-35.

59. „Proleteriul din Țările balcanice e chemat să impuie prin lupta sa, burgheziei înfăptuirea Federațiunei Balcanice”, paroles prononcées par Christian Rakovski, lors d'une conférence tenue au siège du Parti social-démocrate roumain à Bucarest, le soir du 25 avril 1915. Voir Christian RAKOVSKI, 1977, *Scrieri social-politice 1900-1916*, București: Editura politică, p. 257.

60. Voir Aristoteles D. SIDERIS, Albert COURIEL et Panagios DIMITRATOS, 1918, *la question d'Orient vue par les socialistes grecs : mémoires soumis par les socialistes grecs à la conférence socialiste interalliée de Londres*, Paris-Nancy : Berger-Levrault, p. 4.

61. Pendant l'entre-deux-guerres, deux projets de fédération se dessinent dans les Balkans. Le premier, porté par des personnalités politiques participant aux gouvernements officiels, telles qu'Alexandros Papanastasiou en Grèce, donne lieu à quatre rencontres réunissant les représentants des différents pays, entre 1930 et 1933. Le deuxième projet est quant à lui structuré autour de la III^e Internationale communiste et il est soutenu par l'Union soviétique.

RÉSUMÉS

Tout au long du XIX^e siècle, à côté d'une vision nationaliste, militariste et expansionniste de la résolution des différends intercommunautaires et/ou interétatiques dans les Balkans, des solutions pacifiques de ces tensions se sont également profilées. Énoncées et élaborées par une série d'acteurs individuels et institutionnels, elles se sont en grande partie structurées autour d'un projet de fédéralisation de l'espace balkanique. L'idée de la création d'une République fédérale dans la péninsule des Balkans, remontant à la fin du XVIII^e siècle, réapparut à plusieurs reprises tout au long des crises qui jalonnèrent la question d'Orient, jusqu'à la tentative de la création d'une confédération balkanique par le socialiste Paul Argyriadès et d'autres fédéralistes/pacifistes européens à la fin du XIX^e siècle. À la veille des conflits de 1912-1913 qui secouèrent les possessions ottomanes en Europe ou face aux menaces bellicistes à la suite du déclenchement de la Grande Guerre, de nouvelles initiatives pour la mise en place d'une fédération balkanique ont été entreprises par des partis/associations socialistes de la région, sous l'impulsion de personnalités telles qu'Abraham Benaroya, Dragiša Lapčević, Christian Rakovski et Yanko Sakazov.

Throughout the 19th century, pacifist solutions to the disputes between communities or States in the Balkans, had been coined along with nationalist, militarist and expansionist answers. Formulated and elaborated by a series of individual and institutional actors, these solutions were mainly built upon a federalisation project for the Balkan space. The idea for the creation of a Federal Republic, goes back to the end of the 18th century and it reappeared at various times, during the crisis that punctuated the Eastern question, till the attempt for the constitution of a Balkan confederation by French socialist Paul Argyriadis, as well as other European federalists/pacifists at the end of the 19th century. At the eve of the 1912-1913 conflicts which caused an upheaval to the European ottoman possessions, or in front of the bellicist threats as a result of the outbreak of the Great War, new initiatives aiming at the organisation of a Balkan federation, had been undertaken by socialist parties or movements in the region; they were led by personalities such as Abraham Benaroya, Dragiša Lapčević, Christian Rakovski and Yanko Sakazov.

Καθόλη τη διάρκεια του 19ου αιώνα, δίπλα στις εθνικιστικές, μιλιταριστικές, επεκτατικές θεωρήσεις για την επίλυση των διακοινοτικών ή διακρατικών εντάσεων, αναδείχθηκαν επίσης και πιο ειρηνικές προσεγγίσεις αυτών των φαινομένων. Αυτές οι εναλλακτικές προσεγγίσεις που αρθρώθηκαν και επεξεργάστηκαν από πλήθος ατομικών ή συλλογικών φορέων, δομήθηκαν κυρίως γύρω από ένα σχέδιο ομοσπονδιοποίησης του βαλκανικού χώρου. Η ιδέα για τη δημιουργία μιας ομόσπονδης δημοκρατίας, ανάγεται στο τέλος του 18ου αιώνα και επανεμφανίζεται σε ποικίλα χρονικά διαστήματα στη συνέχεια, ακολουθώντας τις κρίσεις που καθορίζουν την εκτύλιξη του Ανατολικού ζητήματος, μέχρι την απόπειρα δημιουργίας μιας βαλκανικής συνομοσπονδίας από τον Παύλο Αργυριάδη και άλλους Ομοσπονδιστές/ Ειρηνιστές στα τέλη του 19ου αιώνα. Στις παραμονές των συγκρούσεων του 1912-1913 που συντάραξαν τις ευρωπαϊκές κτήσεις της Οθωμανικής αυτοκρατορίας, ή απέναντι στις νέες πολεμοχαρείς απειλές ύστερα από την έναρξη του Πρώτου Παγκόσμιου, καινούργιες πρωτοβουλίες ξεδιπλώνονται προς την κατεύθυνση μιας βαλκανικής ομοσπονδίας, από σοσιαλιστικά κόμματα και κινήματα της περιοχής, υπό την καθοδήγηση προσωπικοτήτων όπως ο Αβραάμ Μπεναρόγια, ο Ντραγκούτιν Λαπτσεβίτς, ο Κρίστιαν Ρακόφσκι και ο Γιάνκο Σακάζοφ.

INDEX

Index géographique : Balkans

Keywords : Balkan Federation, Socialism, Federacion (Salonica), Eastern question, WWI, Balkan Wars, Political history, Ideas history

motsclestr Balkan federasyonu, Sosyalizm, Selanik Federasyonu, Doğu soru, Birinci Dünya Savaşı, Balkan savaşları, Siyasi tarih, Fikir tarih, Balkanlar, Yirminci yüzyıl

motsclesel Βαλκανική Ομοσπονδία, σοσιαλισμός, Φεντερασιόν, Ανατολικό Ζήτημα, Πρώτος Παγκόσμιος πόλεμος, Βαλκανικοί πόλεμοι, Πολιτική ιστορία, Ιστορία των ιδέων

motsclesmk БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА, СОЦИЈАЛИЗАМ, ФЕДЕРАЦИЈА НА СОЛУН, ИСТОЧНОТО ПРАШАЊЕ, ПРВАТА СВЕТСКА ВОЈНА, БАЛКАНСКИТЕ ВОЈНИ, ПОЛИТИЧКА ИСТОРИЈА, ИСТОРИЈАТА НА ИДЕИТЕ, БАЛКАНОТ, ДВАЕСЕТТИОТ ВЕК

Thèmes : Histoire politique, Histoire des idées

glossaire fédération balkanique, socialisme, federacion (Salonique), question d'Orient, Bahaïsme, Benaroya Abraham (1887-1979), Lapčević Dragiša (1867-1939), Rakovski Christian (1873-1941), Sakazov Yanko (1860-1941), Zachos Constantinos (?-1966), Féraios (ou Velestinlis) Rhigas (1757-1798)

Mots-clés : fédération balkanique, socialisme, federacion (Salonique), question d'Orient

Index chronologique : guerre mondiale (1914-1918), guerres balkaniques (1912-1913)

AUTEUR

NICOLAS PITSOS

CREE/Inalco/USPC